

la paix que les conflits internationaux. Pourtant, il est à craindre que de pareils affrontements civils se multiplient, à mesure que les pressions démographiques aggraveront les tensions ethniques et religieuses un peu partout en Asie et en Afrique. De telles tensions ont conduit les gouvernements à accroître leurs budgets militaires, qui se chiffrent aujourd'hui à près d'un billion de dollars américains par année, soit à peu près six pour cent du produit national brut mondial. En outre, l'ONU estime que le nombre des réfugiés dans le monde a atteint les douze millions.

Ce bilan contient des éléments positifs et négatifs, mais il n'en va pas de même des volets économique, social et écologique du développement mondial. Il y a peu de chances pour que les États-Unis et l'Union soviétique aident davantage les pauvres de ce monde, si l'on se fie aux projections actuelles concernant leurs économies respectives. Ils chercheront plutôt à "restructurer" ces dernières pour accroître leur productivité et leurs épargnes, qui sont à la baisse. D'autres pays, dont le Canada, devront faire plus. Entre-temps, la dette du tiers-monde a atteint des proportions effarantes, les prix des denrées stagnent toujours, et un certain nombre de pays croupissent dans une pauvreté de plus en plus grande. Celle-ci entraîne quant à elle la destruction du milieu naturel, comme l'a fait remarquer le Rapport Brundtland sur l'environnement.

Il n'est désormais plus possible (cela l'a-t-il déjà été ?) de catégoriser les menaces en les qualifiant de "politiques", de "militaires" et d'"économiques". La limitation des armements, par exemple, constitue un processus légitime en soi, dans la mesure surtout où elle concerne les armes nucléaires qu'il faut de toute évidence maîtriser s'il n'est pas possible de les abolir; cependant, elle ne garantit en rien la "stabilité" dans un monde où des disparités toujours plus marquées séparent les États, les peuples et les individus.